DE LA CEA

BULLETIN TRIMESTRIEL

3ème ÉDITION | JUILLET – SEPTEMBRE 2026



Changement climatique et développement en Afrique (CCDA – 14) et les préparatifs de la COP32

Page 5

VUE D'ENSEMBLE DE LA COMMISSION

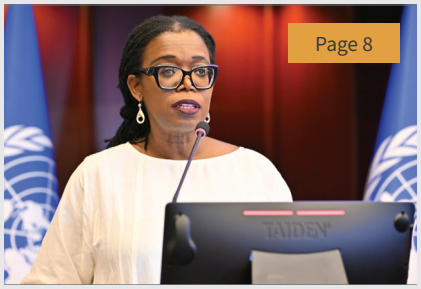
Le troisième trimestre de 2026 a été l'une des périodes en matière d'engagement international les plus intenses pour la Commission économique pour l'Afrique (CEA), où celle-ci a porté le programme de développement du continent au sein des instances multilatérales les plus influentes de la planète. Du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF) à New York au quarante-sixième Sommet de la SADC à Durban, en passant par une visite marquante au Mozambique et les travaux en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, la direction de la CEA a martelé un message constant, à savoir l'Afrique dispose de la vision, des institutions et des ressources nécessaires. Ce qu'il faut désormais, c'est passer à l'action, mobiliser des financements à grande échelle et réformer l'architecture mondiale pour qu'elle serve les intérêts du continent.

Ce trimestre a également vu la CEA renforcer son action sur des priorités transversales du programme de développement durable, allant des minéraux critiques et de l'industrialisation verte au financement de la santé, aux systèmes d'alerte précoce et aux préparatifs de la COP32, que l'Éthiopie accueillera en 2027. Alors que la communauté internationale célèbre le quatre-vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et que l'échéance de 2030 approche à grands pas, la CEA a continué de traduire les engagements continentaux en un soutien concret aux États membres, ancrant ainsi les ambitions mondiales dans des actions menées au niveau national.

PAGES INTÉRIEURES

Page 6

Au cours du trimestre, la Secrétaire exécutive adjointe, Hanan Morsy, a porté les analyses économiques de la CEA au cœur...



Page 8

Au cours du trimestre, la Secrétaire exécutive adjointe Mama Keita a mobilisé le leadership institutionnel ...



Executive Secretary Claver Gatete

Faire progresser l'agenda de l'Afrique sur la scène mondiale

Au-delà des grands forums et des engagements nationaux qui ont marqué le troisième trimestre, le Secrétaire exécutif, Claver Gatete, a maintenu un agenda chargé de rencontres continentales et thématiques, chacune venant étayer un argument central : l'Afrique dispose de la vision et des cadres nécessaires ; ce dont elle a besoin désormais, c'est du financement, de la mobilisation des ressources intérieures et de la volonté politique de concrétiser ces ambitions.

À Addis-Abeba, le Secrétaire exécutif a ouvert la Consultation régionale africaine en vue de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, se joignant aux ministres africains des finances pour plaider en faveur d'une position continentale unifiée avant les négociations de Séville. L'Afrique possède la population la plus jeune au monde, d'immenses réserves de minéraux critiques, un potentiel considérable en matière d'énergies renouvelables et un marché de 1,5 milliard de personnes grâce à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). « Le problème ne réside pas dans le manque d'opportunités », a-t-il déclaré aux participants. « Il s'agit plutôt d'un financement à grande échelle, du coût et de l'accessibilité. Une Afrique fragmentée ne peut pas peser sur les décisions

Continued on pag ... 18

Il faut agir vite et fort : l'Afrique au Forum politique de haut niveau (HLPF 2026)



Le Forum politique de haut niveau sur le développement durable, qui s'est tenu à New York en juillet, a rassemblé des chefs d'État, des ministres et des dirigeants d'organisations multilatérales pour évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme 2030 et ce dans un contexte d'urgence croissante. Alors qu'il reste moins de quatre ans avant l'échéance fixée pour les objectifs de développement durable (ODD) et que le déficit de financement se chiffre en milliers de milliards de dollars des États-Unis, la CEA s'est rendue à New York avec un mandat clair : faire passer le débat du stade du diagnostic à celui de l'action concrète et veiller à ce que les priorités de l'Afrique, tels que l'énergie, l'industrialisation, la transformation urbaine et la réforme de l'Architecture financière mondiale demeurent au cœur de l'agenda international.

Le Secrétaire exécutif, Claver Gatete a marqué de son empreinte la participation de la CEA à plus d'une douzaine de sessions, en soulignant les liens étroits entre la transformation structurelle de l'Afrique et les ODD examinés. Concernant l'énergie, son message a été sans équivoque. Plus de 600 millions d'Africains sont encore privés d'électricité et seuls 38 % avaient accès à Internet en 2024, contre une moyenne mondiale de 68 %. Il ne s'agit pas de statistiques secondaires ; elles constituent le socle dont dépendent l'industrialisation, les systèmes alimentaires, la transformation numérique et la création d'emplois. « L'énergie est la priorité absolue pour l'Afrique », a-t-il déclaré lors de la réunion des hauts responsables de l'ONU consacrée à l'initiative du Secrétaire général « Accélérer le déploiement des réseaux électriques mondiaux ». « L'eau a besoin d'énergie, tout comme les minéraux critiques et l'IA et enfin les systèmes alimentaires. Si nous parvenons à relever le défi énergétique, nous débloquerons la transformation de tous les secteurs ». Lors d'une session consacrée à l'avancement de la connectivité énergétique et numérique, il a posé la question centrale à laquelle le continent fait face : l'Afrique doit-elle se contenter de participer à la transition vers une énergie propre ou doit-elle en devenir un leader ? Sa réponse a été claire : l'Afrique détient 60 % des ressources solaires mondiales et 30 % des réserves de minéraux critiques ; elle doit transformer ces atouts en capacités manufacturières, en chaînes de valeur régionales et en prospérité partagée.

Lors de la Journée de l'Afrique organisée dans le cadre du Forum, le Secrétaire exécutif a présidé le lancement du Rapport 2026 sur le développement durable en Afrique, élaboré conjointement par la CEA, la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement. Ce rapport, qui suit les progrès du continent relatifs à cinq ODD prioritaires, à savoir l'eau et l'assainissement, l'énergie, l'industrie, le développement urbain et les partenariats, a révélé que si des avancées ont été réalisées, les progrès restent inégaux et bien trop lents pour atteindre les objectifs de 2030. « L'Afrique se trouve à un moment décisif », a déclaré le Secrétaire exécutif. « Ledit Rapport démontre que le progrès est possible, mais uniquement grâce à une action transformatrice et coordonnée ». Il a qualifié ce défi non pas de manque d'ambition, mais celui de mise en œuvre, et a appelé

Continued on pag ... 18

Visite au Mozambique : transformer les ressources en résilience

Le Secrétaire exécutif, Claver Gatete s'est rendu au Mozambique pour une visite de haut niveau, marquée par des entretiens avec le Président, cinq ministres et de hauts responsables gouvernementaux, ainsi qu'avec des représentants du secteur privé, de l'Agence de promotion des investissements et de l'Autorité portuaire de Maputo. Cette visite témoignait de l'engagement de la CEA en faveur d'une assistance technique pilotée par le pays et répondant à ses besoins spécifiques ; elle a permis d'aligner le soutien de la Commission sur les priorités nationales de développement du Mozambique à un moment charnière : le pays traverse une transition politique post-électorale, gère des défis sécuritaires persistants dans la Province de Cabo Delgado et cherche à transformer son immense potentiel en ressources naturelles en une transformation structurelle durable.



Au cœur des échanges figurait une question que le Secrétaire exécutif a soulevée systématiquement lors de chaque réunion : comment le Mozambique peut-il passer de l'exportation de matières premières au développement d'industries connexes ? Le Président Daniel Francisco Chapo a exposé sa vision pour faire du Mozambique un pôle énergétique régional, en développant l'hydroélectricité au-delà de la centrale existante de Cahora Bassa, en accroissant la production d'électricité à partir de gaz et en utilisant les revenus du gaz naturel liquéfié (GNL) pour financer des industries en aval, notamment la production d'engrais. Outre l'énergie, le Président a désigné l'agriculture, l'industrialisation, la numérisation et le tourisme comme quatre autres priorités stratégiques, soutenues par trois corridors de transport reliant l'Afrique australe et centrale aux marchés mondiaux. Le Secrétaire exécutif a salué cette ambition et a encouragé le gouvernement à se concentrer sur un nombre limité de priorités transformatrices, soulignant que la concrétisation des projets et l'obtention rapide de résultats visibles sont les clés de la confiance du public, en particulier auprès d'une population jeune aux attentes élevées. « Le plus grand défi n'est pas la planification, mais la mise en œuvre », a-t-il déclaré. « Les gouvernements doivent commencer quelque part, démontrer des progrès et bâtir progressivement la confiance ».

Lors des entretiens avec les ministres des affaires étrangères, de l'agriculture, et de la planification et du développement, ainsi qu'avec le secrétaire d'État aux mines, la CEA a réaffirmé son soutien technique dans des domaines tels que la gestion de la dette, la mobilisation des ressources intérieures, la gestion des finances publiques, les données et statistiques, ainsi que l'élaboration de positions africaines communes lors des négociations mondiales. Le Secrétaire exécutif a souligné que la gouvernance responsable des ressources minérales, une solide capacité de négociation, des incitations fiscales équilibrées, des cadres favorisant le contenu local et des mécanismes de fonds souverains déterminent si la richesse en ressources se traduit par un développement réel ou si elle reproduit le piège de la « malédiction des ressources ». « La question n'est plus de savoir si l'occasion existe », a-t-il affirmé. « La question est de savoir si la gouvernance, les stratégies de chaîne de valeur et les cadres d'investissement sont en place pour en tirer pleinement parti ».

> Lors d'APIEX, les discussions ont porté sur la simplification des procédures d'investissement, la modernisation du code des investissements et l'articulation entre les zones économiques spéciales et la mise en œuvre de la ZLECAf.

Les rencontres avec le secteur privé ont apporté une dimension supplémentaire. Lors d'APIEX, les discussions ont porté sur la simplification des procédures d'investissement, la modernisation du code des investissements et l'articulation entre les zones économiques spéciales et la mise en œuvre de la ZLECAf. À la Chambre de commerce, l'attention s'est portée sur l'accès des PME au financement, les normes de certification et les plateformes de commerce numérique. Au port de Maputo, DP World a présenté des projets d'extension visant à porter la capacité de traitement des conteneurs de 230 000 à un million d'EVP d'ici cinq à sept ans ; le Secrétaire exécutif a vu dans ce développement une opportunité stratégique de positionner Maputo comme un pôle régional complémentaire de Dar es Salaam et Mombasa, ancré dans des chaînes de valeur minières et agricoles intégrées. La visite s'est achevée sur un engagement commun à maintenir une coordination étroite grâce à un dialogue régulier et à un programme ciblé d'assistance technique axé sur des résultats mesurables.

En savoir plus : ECA La CEA et le Mozambique s'accordent sur une vision commune pour la transformation structurelle | Au-delà des exportations de matières premières : la CEA et le Mozambique tracent la voie d'une croissance industrielle

Quatre-vingt-unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGA 81) : L'heure de l'Afrique – La CEA, présente.



La quatre-vingt-unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies s'est réunie à New York en septembre, dans un contexte marqué par une incertitude mondiale croissante, le déplacement des centres de gravité géopolitiques, les pressions liées à la dette, les chocs climatiques et les retombées inégales du progrès technologique. Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a donné le ton dans son discours d'ouverture, qualifiant d'« injuste et indéfendable » l'absence de siège permanent pour l'Afrique au sein d'un Conseil de sécurité au XXIe siècle, et appelant à une multipolarité en réseau fondée sur le droit international plutôt qu'à une fragmentation en blocs rivaux. Pour la CEA, cette quatre-vingt-unième session de l'Assemblée générale n'était pas le moment de se contenter d'observer. Ce fut une plateforme d'action ; le Secrétaire exécutif, Claver Gatete a passé une semaine chargée, jalonnée de rencontres de haut niveau axées sur un objectif primordial : mobiliser les investissements et l'engagement politique en faveur de l'industrialisation du continent.

La semaine a débuté par la session « Unstoppable Africa », durant laquelle le Secrétaire exécutif s'est joint à la Vice-Secrétaire générale Amina Mohammed, au Président de la Commission de l'Union africaine Moussa Faki Mahamat, à la Directrice exécutive du Pacte mondial Sanda Ojiambo, ainsi qu'à des ministres, des dirigeants d'entreprise et des responsables financiers pour

Continued on pag ...14

Au-delà des exportations de matières premières : la CEA au quarante-sixième Sommet de la SADC



Le quarante-sixième Sommet ordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la SADC, qui s'est tenu à Durban, a rassemblé les dirigeants d'Afrique australe, à un moment marqué à la fois par une opportunité stratégique manifeste et par des risques tout aussi évidents. La région détient certaines des réserves minérales les plus critiques au monde : le cobalt en République démocratique du Congo, le platine et le manganèse en Afrique du Sud, le lithium au Zimbabwe, le cuivre en Zambie. La demande pour ces minerais devrait plus que tripler d'ici 2030 dans les scénarios visant la neutralité carbone. Pourtant, bien que les minerais représentent 10 % du PIB de la SADC et 25 % de ses exportations, ils ne génèrent que 7 % des emplois directs dans la région. L'écart entre les ressources dont dispose la région et la valeur qu'elle en tire reste considérable.

Le Secrétaire exécutif, Claver Gatete, a lancé un défi direct aux participants du Sommet : « L'Afrique exporte des minerais, tandis que d'autres fabriquent des batteries, des véhicules électriques et des technologies liées aux énergies renouvelables. Le continent exporte des produits agricoles de base, alors que d'autres transforment, conditionnent et commercialisent des produits alimentaires à plus forte valeur ajoutée. Le statu quo ne peut perdurer ». Il a exposé six priorités stratégiques pour la région, à savoir mobiliser des financements via des institutions de financement du développement, des fonds souverains et des partenariats avec le secteur privé ; accélérer la transformation des minerais au sein de chaînes de valeur régionales intégrées ; transformer l'agriculture en moteur d'industrialisation ; développer des chaînes régionales de production d'engrais en exploitant les réserves de gaz naturel et de phosphate d'Afrique australe ; renforcer les échanges commerciaux grâce à la ZLECAf ; et investir dans les infrastructures énergétiques et la connectivité numérique comme fondements de la croissance industrielle. L'argument économique était concret : les recherches de la CEA montrent qu'une usine de précurseurs de batteries en République démocratique du Congo coûte environ trois fois moins cher qu'une installation équivalente aux États-Unis. L'opportunité est claire, et la région dispose des atouts nécessaires pour la saisir.

En marge du Sommet, la CEA a pris part à la neuvième Semaine de l'industrialisation de la SADC. À cette occasion, une initiative quinquennale pilotée par la CEA et soutenue par l'Initiative internationale pour le climat a été présentée comme un levier concret visant à développer des chaînes de valeur minérales responsables dans six pays de la SADC. Cette initiative

Continued on pag ...19

Changement climatique et développement en Afrique (CCDA – 14) et les préparatifs de la COP32



Des engagements à la mise en œuvre : le parcours de l'Afrique vers la COP32

En septembre, Addis-Abeba est redevenu le centre de la diplomatie climatique africaine en accueillant la quatorzième Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA-14). Organisée conjointement par la CEA, la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement, cette conférence s'est tenue sur le thème : « Des engagements à la mise en œuvre : la feuille de route Belém-Antalya-Addis ». Durant trois jours, des ministres, des négociateurs, des représentants d'institutions financières, de la société civile, de la jeunesse et du secteur privé se sont réunis pour élaborer une position africaine unifiée en vue de la COP31 à Antalya et de la COP32, que l'Éthiopie accueillera à Addis-Abeba en 2027.

En ouvrant cette quatorzième édition, le Secrétaire exécutif, Claver Gatete a d'emblée prôné un bilan sans concession. L'Afrique, qui contribue à moins de 4 % des émissions mondiales, a pourtant besoin d'environ 277 milliards de dollars des États-Unis par an pour honorer ses engagements climatiques jusqu'en 2030 ; or, les flux actuels de financement climatique ne couvrent qu'environ 11 % de ces besoins. « Nous avons négocié des engagements. Nous avons fixé des objectifs », a-t-il déclaré aux délégués. « Pourtant, la mise en œuvre accuse toujours un retard. » Il n'a pas appelé à de nouvelles promesses, mais à des propositions africaines concrètes que les COP31 et COP32 pourraient concrétiser, à savoir la résilience face à la sécheresse, la protection climatique, l'accès à l'électricité et la création d'emplois grâce aux ressources africaines. Le Commissaire de l'Union africaine, Moses Vilakati, a reformulé les enjeux : « La question qui se pose aux dirigeants africains n'est plus de savoir ce que le continent attend des négociations climatiques mondiales, mais ce que l'Afrique propose au monde ». James Kinyangi, de la Banque africaine de développement (BAD), a appuyé ce changement de perspective en indiquant que l'Afrique n'est pas seulement une victime du changement climatique mais également une source de solutions.

La conférence s'est achevée sur un large consensus autour de six comités de travail chargés de faire avancer l'agenda sur des sujets tels que le financement climatique, l'agriculture, la transition juste, l'économie circulaire et l'adaptation. Ces comités ont pour mandat d'intégrer les résultats de la COP31 et de préparer les évaluations pour la CCDA-15, en amont de la COP32. Le message de clôture du Secrétaire exécutif a été sans équivoque : « Le récit climatique de l'Afrique ne doit pas se résumer à sa seule vulnérabilité ». Le continent doit plaider en faveur de la justice climatique et d'un soutien international tout en tirant parti de ses propres atouts, à savoir les énergies renouvelables, les minéraux critiques, la biodiversité et la jeunesse pour façonner les règles et les investissements qui orientent l'action climatique mondiale.

En marge de la CCDA-14, la réunion ministérielle régionale pour l'Afrique consacrée à l'examen à mi-parcours du Programme d'action de Doha a rassemblé des ministres et des partenaires au développement pour évaluer les progrès réalisés par les 32 pays les moins avancés (PMA) d'Afrique, qui représentent près des trois quarts des 44 PMA que compte le monde. Le Secrétaire exécutif a souligné les lacunes structurelles persistantes : le secteur manufacturier ne contribue qu'à hauteur de 9 % au PIB des PMA africains,

Continued on pag ...19

Façonner le Nouveau pacte industriel



SECRÉTAIRE EXÉCUTIVE ADJOINTE (PROGRAMME) : HANAN MORSY

Au cours du trimestre, la Secrétaire exécutive adjointe, Hanan Morsy, a porté les analyses économiques de la CEA au cœur des instances où se façonne le programme de développement de l'Afrique, qu'il s'agisse de forums financiers mondiaux ou de débats cruciaux concernant le continent sur l'industrialisation et les richesses minières.

Lors du Webinaire du G-24 consacré à la politique industrielle, elle a plaidé pour une transformation structurelle des modes de croissance des économies africaines, reposant sur une intégration régionale renforcée, le développement de chaînes de valeur régionales et des réformes nationales plus audacieuses. Elle a exhorté les gouvernements à investir dans le renforcement des compétences des jeunes et à tirer parti des technologies émergentes, non pas comme des objectifs annexes, mais comme les fondements d'un nouveau modèle industriel.

Lors de la réunion du Caucus africain 2026, organisée par la Gambie sur le thème « Transformer les économies africaines : investissement, innovation et inclusion », Mme Morsy a évoqué les pressions croissantes pesant sur les économies africaines : le durcissement des conditions financières, l'alourdissement de la dette et les mutations structurelles exigeant bien plus que de simples mesures progressives. Elle a préconisé des cadres de développement résilients aux chocs, fondés sur la résilience budgétaire, la pleine opérationnalisation de la ZLECAf comme un levier d'industrialisation et une trajectoire de transition verte capable de transformer le paradigme même du financement du développement sur le continent. En savoir plus : africancaucus2026.org

À Abidjan, elle a prononcé le discours d'ouverture du Forum ministériel sur les minéraux critiques, les chaînes de valeur et la valorisation locale, une rencontre abordant l'une des contradictions les plus flagrantes de l'Afrique où le continent détient environ 30 % des réserves mondiales de minéraux critiques, mais ne capte que moins de 5 % de la valeur ajoutée associée. Cet écart, a-t-elle souligné, n'est pas d'ordre géologique, mais économique et institutionnel. L'Afrique doit développer des chaînes de valeur régionales intégrées dans le cadre de la ZLECAf, redéfinir la valorisation locale pour y inclure les composants de batteries, la mobilité électrique, l'acier vert et la fabrication de pointe, et ancrer la stratégie industrielle continentale dans un financement stratégique, sécurisé et à risque atténué.

« Nous devons passer du nationalisme des ressources à l'industrialisation régionale, redéfinir la valorisation pour capter la valeur en aval et placer le financement au cœur de la stratégie ». En savoir plus : Forum sur les minéraux critiques - Allocution d'ouverture

Le trimestre s'est achevé avec la Conférence économique africaine 2026, qui s'est tenue du 10 au 12 juillet au siège de la Banque africaine de développement à Abidjan, sur le thème : « Renforcer le poids géopolitique et la résilience commerciale de l'Afrique dans un monde multipolaire ». La conférence qui réunissait des décideurs, des économistes, des acteurs du développement et des chercheurs de plus de 36 pays, a examiné les moyens pour l'Afrique de renforcer son autonomie au sein d'un ordre mondial en pleine mutation. Mme Morsy a appelé le continent à dépasser la simple gestion de l'incertitude pour façonner activement son avenir, en misant sur l'industrialisation, les chaînes de valeur régionales, la mobilisation des ressources intérieures et la résilience économique.

En savoir plus : AEC2026 – Banque africaine de développement

La santé, moteur de la croissance en Afrique : l'initiative de la CEA pour le financement de la santé



Au cours du trimestre, la CEA a fait passer son initiative « Transformer le financement de la santé en Afrique », d'un mandat continental à une action au niveau national, réunissant des gouvernements, des statisticiens, des ministères des finances et des responsables du secteur de la santé autour d'une proposition unique : investir dans la santé revient à investir dans l'économie que la santé elle-même rend possible.

Cette initiative tire son mandat de la Déclaration de Tanger, adoptée en avril 2026 lors de la réunion des ministres africains des finances ; un consensus continental s'y était dégagé, affirmant que la santé devait être considérée comme un investissement dans le capital humain, la productivité et la résilience économique, et non comme une simple ligne budgétaire de dépenses sociales. Alors que, dans de nombreux pays africains, jusqu'à 50 % des budgets de santé sont encore financés par des sources extérieures et que le ratio moyen recettes fiscales/PIB avoisine les 16 %, la dépendance à l'aide est devenue un risque structurel que le continent ne peut plus se permettre d'ignorer.

En septembre, la CEA a déployé cette initiative au Togo, la première intervention de ce type au niveau national où le choix de ce pays s'était porté sur un État progressant déjà vers la couverture sanitaire universelle. Plutôt que de se focaliser d'emblée sur les déficits, la mission a soulevé une question plus exigeante : comment financer durablement les progrès accomplis et les étendre à tous les Togolais, qu'il s'agisse de salariés ou de commerçants du secteur informel dont les revenus sont saisonniers, irréguliers et invisibles pour les modèles d'assurance classiques ? Les échanges ont impliqué le ministre de la santé, le conseiller économique du Président et le secrétaire général du ministère des finances et du budget, suscitant une large visibilité sur les plateformes numériques de la CEA, auprès de l'équipe de pays des Nations Unies au Togo et dans les médias nationaux togolais ; le journal Horizon News a d'ailleurs résumé la situation par ce titre explicite : « Investir dans la santé, c'est aussi investir dans la croissance économique ».

« La couverture sanitaire universelle doit s'adapter aux réalités économiques des populations qu'elle vise à protéger ». En savoir plus : Des dépenses de santé à l'investissement : le Togo et la CEA font progresser le financement durable de la santé

De retour à Addis-Abeba, la CEA a organisé la réunion inaugurale du Groupe consultatif de haut niveau, l'instance politique et stratégique suprême de l'Initiative, présidée par le Secrétaire exécutif, Claver Gatete et dont le « Champion » est l'ancien Vice-Président nigérian, Yemi Osinbajo. Alors que cinq pays dont l'Éthiopie, le Botswana, le Togo, la Sierra Leone et la Guinée participent déjà au projet et que des évaluations techniques sont en cours, le Groupe a passé en revue l'éventail complet des options de financement innovant, à savoir les taxes affectées sur le tabac et les services de paiement mobile, l'assurance-maladie sociale à accès gradué, les fonds souverains issus des ressources naturelles alloués à la santé, ainsi que les marchés de capitaux nationaux et fonds de pension en tant que classes d'actifs d'investissement. Le représentant de la Commission de l'Union africaine a ancré les échanges dans les engagements continentaux dont l'Agenda 2063, la Stratégie pour la santé en Afrique et la Déclaration d'Abuja, non pas

Continued on pag ...15

Une stratégie à long terme : la Secrétaire exécutive adjointe Mama Keita sur l'avenir budgétaire de l'Afrique et sa jeunesse



SECRÉTAIRE EXÉCUTIVE ADJOINTE (APPUI AU PROGRAMME) : MAMA KEITA

Au cours du trimestre, la Secrétaire exécutive adjointe Mama Keita a mobilisé le leadership institutionnel de la CEA sur deux fronts rarement associés : l'architecture de la gouvernance économique à long terme de l'Afrique et les réalités quotidiennes de la jeune génération du continent.

Les 1er et 2 juillet, Mme Keita a animé la séance d'ouverture de la Consultation régionale africaine sur la mise en œuvre des engagements de Séville relatifs au financement du développement, organisée au Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba. Cette réunion hybride de deux jours a rassemblé des membres des gouvernements africains, la Commission de l'Union africaine, des banques multilatérales de développement, le secteur privé, la société civile et des entités des Nations Unies. Tous se sont penchés sur une question centrale, formulée ainsi par l'Ambassadeur Chola Milambo, co facilitateur du processus FfD4 : « La question n'est plus de savoir ce sur quoi nous nous sommes entendus, mais si ces engagements se traduiront par des changements mesurables dans la vie des populations ».

La consultation a abordé l'ensemble des défis de financement auxquels l'Afrique est confrontée : une dette publique moyenne atteignant 71 % du PIB, 14 pays en situation de surendettement critique, des flux financiers illicites s'élevant à 88,6 milliards de dollars des États-Unis par an qui érodent l'assiette fiscale du continent, ainsi qu'une baisse de l'Aide publique au développement (APD). Les discussions thématiques ont porté sur la mobilisation des ressources intérieures, la réduction du coût du capital pour l'Afrique, les solutions systémiques à la dette, le financement de la mise en œuvre de la ZLECAf, le financement de la lutte contre le changement climatique et l'innovation numérique. Les recommandations opérationnelles qui en ont découlé alimenteront les délibérations de l'ECOSOC, le Forum sur le financement du développement et les processus politiques de l'Union africaine, portant ainsi la position unifiée de l'Afrique dans les débats mondiaux sur le financement.

En savoir plus : L'Afrique trace la voie : de l'engagement à la concrétisation

Lors de la première réunion du Bureau de la cinquante-huitième session de la CEA, une étape clé en vue de la Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique de 2027 (COM2027), Mme Keita a présenté la feuille de route pour cette conférence en la replaçant dans un contexte mondial difficile : des tensions géopolitiques, une baisse de l'APD, un déficit de financement annuel de 1 300 milliards de dollars des États-Unis pour les ODD et un poids croissant de la dette pesant sur la marge de manœuvre budgétaire de l'Afrique. Elle a toutefois fait preuve d'une lucidité tout aussi grande quant aux atouts du continent. Une jeunesse hautement qualifiée, des ressources naturelles abondantes et la ZLECAf, la plus vaste zone de libre-échange au monde. Le thème de la COM2027, « Façonner l'avenir du travail en Afrique : l'emploi des jeunes, la croissance et la résilience budgétaire », servira de

Continued on pag ...18

POINTS SAILLANTS DES PRINCIPALES ACTIVITÉS DE LA CEA

Politique macroéconomique et financement

- L'Afrique peut-elle financer son propre développement ? Alors que l'Aide publique au développement (APD) a chuté de 23,1 % en 2025, la CEA a réitéré son appel en faveur de la mobilisation des ressources intérieures. « Il incombe avant tout à chaque pays de financer son propre développement », a déclaré le Directeur de la Division de la macroéconomie, du financement, de la gouvernance et de la planification de la CEA, Stephen Karingi. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/can-africa-finance-its-own-development%3F

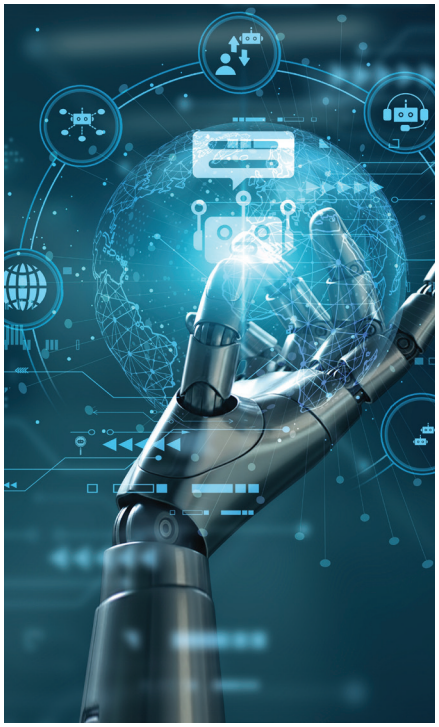
- Une nouvelle étude de la CEA, portant sur vingt ans et sur l'ensemble des 54 pays africains, révèle que les ajustements des taux de change ne génèrent que des gains à l'exportation « minimes et différés », tout en provoquant souvent, dans un premier temps, des difficultés économiques. Le véritable problème est d'ordre structurel : les capacités de production sont trop limitées, les infrastructures trop déficientes et les barrières commerciales trop ancrées pour que la politique monétaire puisse agir seule. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/economic-commission-for-africa-study-currency-devaluation-alone-won%E2%80%99t-fix-african-trade

- Former le système des Nations Unies aux notations de crédit souverain. La CEA et le Bureau de la coordination des Nations Unies pour le développement ont lancé un programme de formation spécialisé à l'intention des bureaux des coordinateurs résidents des Nations Unies sur les notations de crédit souverain et le financement du développement. Ce programme aborde l'influence des notations sur les coûts d'emprunt et les investissements sur le continent, ainsi que les moyens pour les pays de collaborer plus stratégiquement avec les agences de notation.
En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/strengthening-un-country-teams%27-capacity-on-sovereign-credit-ratings-and-development-finance

- Mozambique : De la solvabilité au financement climatique. Un atelier national de trois jours, organisé à Maputo a permis d'explorer l'éventail complet des mécanismes de financement innovants accessibles au Mozambique : du développement des marchés de capitaux et des obligations thématiques aux échanges de dette contre des actions climatiques, en passant par les marchés liés à la nature et le financement mixte. Le message de la CEA : la solvabilité ne se résume pas à un simple exercice de notation ; c'est une condition préalable à la mobilisation de ressources pour le développement. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/mozambique-and-eca-advance-dialogue-on-stronger-creditworthiness-and-innovative-financing

Centre africain pour la statistique

- Feuille de route pour la mise en œuvre du numérique en Afrique à l'horizon 2035. La CEA a dévoilé un cadre continental visant à traduire les conclusions du processus SMSI+20 en actions coordonnées et assorties d'échéances. Ce cadre s'aligne sur l'Agenda 2063 et la Stratégie de transformation numérique de l'UA, tout en prévoyant des indicateurs harmonisés pour suivre les progrès réalisés par les États membres. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/eca-unveils-the-africa-2035-digital-implementation-roadmap-as-region-shifts-to-wsis%2B20



Technologie, Innovation, Connectivité et Infrastructures

- L'aviation en Afrique de l'Est prend son envol. Les acteurs du secteur aérien ont conclu un dialogue politique majeur à Arusha, validant le cadre MASA et définissant une feuille de route pour sa mise en œuvre à l'échelle continentale. « Un transport aérien efficace est indispensable à la réussite de la ZLECAf », ont affirmé les délégués, reconnaissant qu'un espace aérien fluide est indissociable d'échanges commerciaux fluides. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/eastern-african-aviation-stakeholders-develop-roadmap-for-masa-implementation

- La monnaie tokenisée et la frontière de la finance numérique en Afrique. À l'occasion de la Journée mondiale de la Fintech, la CEA a réuni des régulateurs, des chefs d'entreprise et des chercheurs pour examiner les « stablecoins » et la monnaie tokenisée en tant qu'outils de paiement transfrontaliers. Une discussion opportune, alors que l'Afrique compte 54 millions d'utilisateurs d'actifs numériques, ce qui en fait l'une des régions où l'adoption est la plus rapide au monde. Le Nigéria représente à lui seul 25,9 millions de ces utilisateurs. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/celebrating-world-fintech-day-eca-and-partners-advance-dialogue-on-tokenised-money-and

- La pandémie silencieuse de l'Afrique. Les accidents de la route tuent plus de jeunes Africains que toute autre cause et absorbent environ 3 à 5 % du PIB du continent. La CEA a appelé à considérer la sécurité routière comme une priorité économique, et non simplement comme une question de santé ou d'infrastructure. Le Rwanda offre une preuve de concept : 11,6 décès pour 100 000 habitants, contre plus de 19 dans le reste du continent. « Les solutions sont bien établies », a noté la CEA. « Ce qui manque, c'est une mise en œuvre à grande échelle ». En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/africa%E2%80%99s-silent-pandemic-why-road-safety-must-become-an-economic-priority

- Repenser la fiscalité des TIC pour favoriser l'accès au numérique. La CEA a réuni 144 participants venus de 46 pays lors d'un atelier en ligne sur l'optimisation fiscale dans le secteur des TIC, lançant un nouvel outil de calcul de l'impact fiscal qui permet aux gouvernements de modéliser les arbitrages entre les recettes fiscales et l'accessibilité financière du numérique. Le message est clair : les taxes qui excluent les populations d'Internet en raison de coûts trop élevés compromettent l'économie numérique même que les gouvernements cherchent à bâtir. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/eca-calls-for-optimized-ict-taxes-to-power-africa%E2%80%99s-digital-future

- Partenariats public-privé (PPP) dans les secteurs sociaux : le deuxième forum africain. Le deuxième forum des unités PPP en Afrique s'est tenu au Africa Hall les 29 et 30 septembre, réunissant des ministres et des praticiens pour aborder une problématique plus complexe que celle des PPP d'infrastructure : comment financer le logement, la santé, l'éducation et l'assainissement par le biais du secteur privé lorsque les frais d'utilisation ne suffisent pas à assurer leur viabilité ? La

Continued on pag ...10

POINTS SAILLANTS DES PRINCIPALES ACTIVITÉS DE LA CEA



Secrétaire exécutive adjointe, Hanan Morsy, a représenté la CEA lors de la cérémonie d'ouverture. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/second-african-ppp-units-forum-opens-in-africa-hall-to-tackle-social-sector-service-delivery

Intégration régionale et commerce

- Les législateurs d'Afrique de l'Est s'impliquent davantage dans la ZLECAf. Le Centre africain pour la politique commerciale de la CEA a réuni des législateurs d'Afrique de l'Est à Nairobi afin de renforcer leurs capacités à piloter la mise en œuvre de la ZLECAf. Il a été reconnu que le succès ou l'échec des accords commerciaux dépend de leur transposition dans le droit national, et non de leur simple ratification. L'atelier a conclu que l'obtention de « retombées concrètes pour les citoyens africains » repose sur des législateurs qui comprennent la portée des textes qu'ils adoptent. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/east-africa%27s-legislators-step-up-on-afcfta-implementation

- Ouvrir la voie à la ZLECAf au Cameroun. Un atelier organisé à Douala a permis de valider deux outils pratiques destinés à aider les entreprises camerounaises, en particulier les MPME, les femmes et les jeunes entrepreneurs, à maîtriser les procédures commerciales de la ZLECAf : un guide pratique étape par étape et un portail centralisé d'informations commerciales. « Pour que ces opportunités se concrétisent pour les entreprises, il est essentiel de simplifier les procédures commerciales », a déclaré Koffi Elitcha, de la CEA. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/eca-supports-cameroon-to-facilitate-access-to-trade-information-and-unlock-afcfta

- L'Éthiopie comble le manque de renseignements sur la ZLECAf. L'Éthiopie a validé un guide pratique étape par étape ainsi qu'un portail d'informations commerciales associé, conçus pour accompagner les entreprises depuis la compréhension des règles de la ZLECAf jusqu'à la réalisation effective d'une transaction. Ces outils sont disponibles en amharique et dans les langues locales afin d'atteindre les opérateurs économiques qui en ont le plus besoin. « Nous voulons passer de la sensibilisation à l'action », a déclaré le directeur pays d'Expertise France. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/ethiopia-moves-to-close-the-afcfta-information-gap-with-new-trader-guide-and-digital-portal

Genre, lutte contre la pauvreté et politiques sociales

- Journée internationale de la jeunesse : contextes différents, aspirations communes. À l'occasion du 12 août, la CEA s'est appuyée sur des discussions de groupe avec des jeunes d'Addis-Abeba et de Dire Dawa pour mettre en lumière les attentes réelles de la jeunesse africaine : des systèmes éducatifs adaptés à un marché du travail en mutation, un accès au capital pour les entrepreneurs, ainsi que des parcours professionnels numériques et flexibles. Leur message était sans équivoque : « les systèmes éducatifs, les institutions et les politiques de l'emploi en Afrique » doivent se mettre au diapason d'un monde qui a déjà évolué. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/on-international-youth-day%2C-we-celebrate-the-aspirations%2C-creativity%2C-and-resilience-of

- Multiplier les passerelles entre les filets de sécurité sociale et les moyens de subsistance. Lors de la réunion du Comité technique spécialisé de l'UA à Windhoek, la délégation de la CEA a tenu des réunions de haut niveau avec la Gambie et le Soudan du Sud afin de faire progresser concrètement l'intégration des travailleurs du secteur informel dans les systèmes de protection sociale, les registres sociaux numériques et la budgétisation sensible au genre. Il s'agit de bâtir l'architecture institutionnelle permettant de transformer les filets de sécurité en véritables tremplins.
En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/eca-strengthens-partnerships-on-social-protection-and-youth-employment

- Le sport peut-il bâtir l'avenir de Djibouti ? Une délégation de la CEA a visité l'IFM-Sport Djibouti pour examiner comment l'économie du sport qui inclut l'encadrement, la gestion, le marketing, le tourisme et les infrastructures pourrait générer des emplois pour les jeunes au-delà de l'aire de jeu. Alors que l'économie du sport en Afrique ne représente que 0,5 % du PIB, contre une moyenne mondiale de 2 %, le potentiel de croissance est considérable. Cette visite alimente le Rapport économique sur l'Afrique 2027 de la CEA, qui place l'emploi des jeunes au cœur de ses préoccupations. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/can-sport-create-new-opportunities-for-djibouti%E2%80%99s-youth%3F

Changement climatique, sécurité alimentaire et ressources naturelles

- Minéraux critiques et création de valeur. En partenariat avec le Nigeria Energy Forum, la CEA a publié le rapport intitulé « Le lithium au Nigéria : améliorer la production durable, la transformation et la création de valeur ». Ce document soutient que l'Afrique doit aller au-delà de la simple exportation de ressources brutes pour capter la valeur économique de ses richesses en minéraux critiques. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/nigeria-energy-forum-and-eca-underscore-need-to-add-value-to-critical-minerals-for

- Kenya, Ouganda et Somalie : Renforcer la résilience climatique de l'élevage. La CEA, l'UA-IBAR et l'IGAD ont lancé une initiative régionale de trois ans visant à renforcer la résilience climatique des systèmes liés à l'élevage, aux terres et à l'assurance au Kenya, en Ouganda et en Somalie. « La faim persistante en Afrique constitue fondamentalement un défi : celui de transformer les atouts existants en valeur, en emplois, en échanges commerciaux et en résilience », a déclaré Medhat Elhelepi, de la CEA. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/kenya%2C-eca%2C-au-ibar-and-igad-launch-effort-to-build-climate-resilience-in-livestock%2C-land

- Ouganda : La résilience au-delà de la production. L'Ouganda a lancé son propre programme national dans le cadre de cette initiative régionale, ciblant les 4,5 millions de personnes dont les moyens de subsistance dépendent de l'élevage. « La résilience ne se limite pas à augmenter la production ; il s'agit de corriger les systèmes qui l'entourent », a déclaré le Coordinateur résident des Nations Unies, Leonard Zulu. En savoir plus : https://

POINTS SAILLANTS DES PRINCIPALES ACTIVITÉS DE LA CEA

www.uneca.org/stories/uganda-to-build-climate-resilience-in-livestock%2C-land-and-insurance-systems

- Somalie : L'élevage, moteur de l'économie. La Somalie a lancé son propre programme dans le cadre de l'initiative pour la résilience climatique de la CEA-UA-IBAR-IGAD. Il s'agit d'une priorité tout à fait justifiée, étant donné que l'élevage contribue à près de 50 % du PIB national somalien et constitue la principale source de recettes d'exportation du pays. Ce lancement a marqué le passage d'interventions sectorielles fragmentées à un cadre national coordonné. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/building-climate-resilience-in-somalia-by-accelerating-food-systems

- Les Seychelles lancent le projet RESIslands. Les Seychelles sont devenues le deuxième des neuf États insulaires africains à lancer le projet RESIslands, une initiative du Fonds vert pour le climat visant à renforcer la résilience climatique au Cabo Verde, aux Comores, à Madagascar, à Maurice et dans d'autres pays. « Pour nous, le changement climatique n'est pas un débat politique lointain », a déclaré la Ministre Marie-May Jeremie. « C'est notre réalité quotidienne ». En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/seychelles-officially-launches-resislands-project%2C-reaffirms-leadership-on-climate

BSR – Afrique du Nord

- Préparer le secteur privé égyptien à la ZLECAf. La CEA a réuni plus de 80 chefs d'entreprise égyptiens afin de renforcer leurs connaissances pratiques sur les échanges commerciaux dans le cadre de la ZLECAf ; une initiative opportune, alors que l'Égypte ne dirige actuellement que 15 % de ses exportations (soit environ 8 milliards de dollars sur un total de 50 milliards des États-Unis) vers les marchés africains. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/eca-and-egypt-equip-the-private-sector-to-tap-into-afcfta-markets

- Formation des agents du fisc égyptiens. La CEA et l'administration fiscale égyptienne ont organisé un atelier de renforcement des capacités de quatre jours destiné aux agents du fisc à Alexandrie et à Hurghada ; cette formation s'inscrit dans une série d'initiatives visant à mobiliser des ressources intérieures. Les enjeux fiscaux sont considérables : la dette publique de l'Afrique a augmenté à un rythme près de quatre fois supérieur à celui de sa production économique entre 2010 et 2023, plaçant le service de la dette en concurrence directe avec les services publics essentiels. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/eca%2C-egypt-train-officials-in-support-to-domestic-resource-mobilisation

Genre, BSR Afrique australe

- Industrialisation verte en Afrique australe. La CEA et le Ministère sud-africain des forêts, de la pêche et de l'environnement ont réuni des représentants du gouvernement, du secteur privé et de la société civile à Pretoria pour valider des recherches visant à accélérer l'industrialisation verte dans six pays de la SADC. « L'inclusion doit rester au cœur de l'action climatique et de la transformation industrielle », ont conclu les participants, appelant à une gouvernance renforcée et à une commercialisation des technologies vertes portée par le secteur privé. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/south-african-stakeholders-review-and-validate-recommendations-towards-accelerating-green



- Une exploitation minière responsable pour l'industrialisation de la SADC. Lors de la neuvième Semaine de l'industrialisation de la SADC à Durban, la CEA a mis en lumière une initiative quinquennale visant à aider six pays à extraire de manière responsable des minéraux critiques pour la transition énergétique, à savoir le cobalt, le cuivre, le lithium et le manganèse. « Les retombées d'une exploitation minière responsable doivent profiter à l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur », a déclaré Oliver Maponga, de la CEA, y compris aux mineurs artisanaux et à petite échelle. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/how-responsible-mining-will-support-sadc-industrialisation

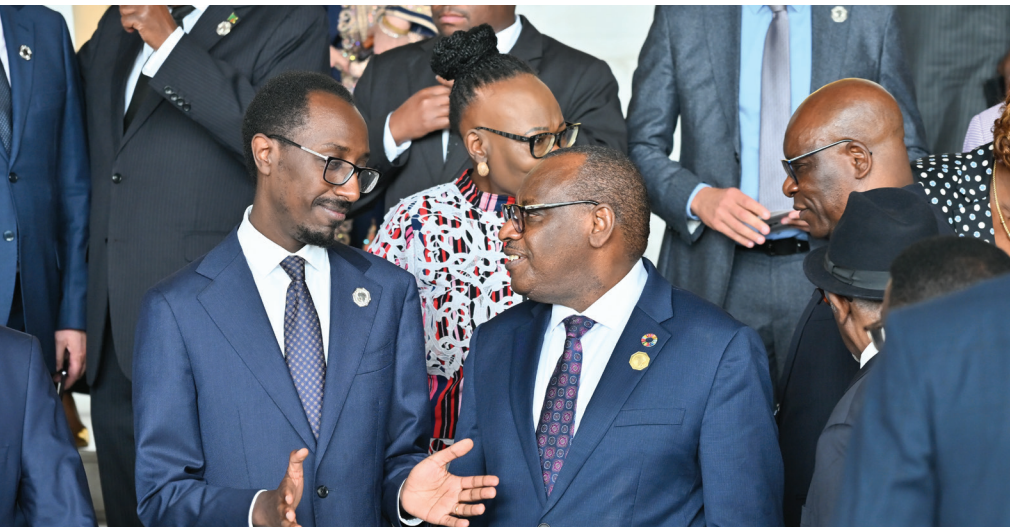
- Tourisme durable pour le COMESA. La CEA et le COMESA ont organisé un atelier virtuel visant à élaborer un cadre régional de tourisme durable, alors que le secteur connaît une reprise avec environ 100 millions de visiteurs et 65 milliards de dollars des États-Unis de recettes à l'échelle du continent. Le défi : le COMESA « manque d'un mécanisme suffisamment coordonné » pour garantir que cette croissance soit durable ou que ses bénéfices profitent réellement aux communautés locales plutôt que de simplement transiter par elles. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/comesa-and-eca-convene-second-consultative-workshop-on-regional-sustainable-tourism

- La Zambie refonde sa stratégie de contenu local. La CEA a réuni des parties prenantes à Livingstone pour élaborer la Nouvelle stratégie nationale de contenu local de la Zambie. C'est le premier du genre depuis l'expiration du précédent en 2022. Alors que les exigences d'approvisionnement local dans le secteur minier doivent atteindre 40 % d'ici 2031 et que le marché pharmaceutique est évalué entre 300 et 400 millions de dollars des États-Unis, l'ambition va au-delà de la simple substitution aux importations : « L'objectif majeur est de renforcer les capacités de production », a déclaré le commissaire du district de Livingstone. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/eca-calls-for-a-stronger%2C-competitive-and-regionally-aligned-local-content-strategy-in

- Le Lesotho fait de la diaspora un partenaire de développement. Les envois de fonds représentent 21 % du PIB du Lesotho ; or, l'épargne de la diaspora détenue à l'étranger pourrait ajouter 10,5 % supplémentaires si elle était canalisée vers des investissements productifs. Un atelier national a abouti à l'élaboration d'un cadre pratique pour orienter ces ressources vers l'agriculture, l'industrie manufacturière, les énergies renouvelables et les infrastructures, redéfinissant ainsi le rôle de la diaspora : non plus comme une source de transferts de fonds, mais comme un partenaire stratégique du développement. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/lesotho-moves-

Continued on pag ...14

49e session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA




















Union Africaine
Umoja wa Afrika
الإتحاد الأفريقي
União Africana
Unión Africana
African Union







POINTS SAILLANTS DES PRINCIPALES ACTIVITÉS DE LA CEA

to-unlock-diaspora-investment-potential-through-new-practical-remittances

- Zambie : capter la valeur, et pas seulement la ressource. Un atelier national organisé à Lusaka a réuni six pays d'Afrique australe pour valider des études régionales sur l'industrialisation verte ; les participants ont appelé à une action concrète : un « Pacte de Lusaka sur l'industrialisation verte » visant à transformer les ambitions politiques en projets bancables. « La question n'est pas de savoir si la Zambie dispose des ressources nécessaires pour s'industrialiser, mais si nous pouvons capter une plus grande part de la valeur qu'elles génèrent au sein de l'économie », a déclaré Olayinka Bandele, de la CEA. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/zambia-and-southern-africa-urged-to-accelerate-green-industrialisation-and-build-regional

- Zimbabwe : L'industrialisation verte comme stratégie de survie. Le Zimbabwe a validé ces mêmes études régionales lors d'un atelier national à Harare, en présentant la transition verte en termes particulièrement directs. « L'industrialisation verte n'est pas une simple option respectueuse de l'environnement », a déclaré l'Ambassadeur Tadeous Chifamba. « C'est une stratégie de survie économique ». Le représentant de l'ONUDI a ajouté que cette transition « doit créer des opportunités pour les femmes et les hommes, les jeunes, les entrepreneurs, les travailleurs, les exploitants agricoles et les communautés ». En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/zimbabwe%2C-un-and-eca-call-for-accelerated-green-industrialisation-to-drive-inclusive-and

- Malawi : Le pays s'industrialisera. Le Malawi a organisé son propre atelier national sur l'action climatique innovante, au cours duquel le secrétaire principal a tenu des propos sans équivoque : « Le Malawi a décidé de s'industrialiser, et nous le ferons » ! La Directrice du Bureau sous-régional en Afrique australe de la CEA, Eunice Kamwendo, a recadré les enjeux : « L'industrialisation verte ne se limite pas à la protection de l'environnement. Il s'agit de bâtir une économie plus compétitive ». En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/malawi-calls-for-green-industrialisation-to-drive-inclusive-economic-transformation

- Les MPME au Lesotho : De l'opportunité aux échanges commerciaux. Un atelier de trois jours, organisé à Maseru a permis aux petites entreprises du Lesotho de passer de la simple identification des possibilités d'accès au marché de la ZLECAf à une participation active aux chaînes de valeur régionales. « Le marché africain s'ouvre », a déclaré la Secrétaire principale Palesa Matobako. « Mais la chance sourit à ceux qui s'y sont préparés ». En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/lesotho-msmes-equipped-to-turn-afcfta-market-opportunities-into-sustainable-trade

BSR Afrique centrale

- Valorisation industrielle des richesses forestières d'Afrique centrale. L'Afrique centrale fournit 20 % des exportations mondiales de grumes tropicales, mais seulement 1 % de la production mondiale de bois scié ; un déséquilibre structurel que la CEA est déterminée à corriger. Une réunion de cadrage régionale à Yaoundé a lancé une étude visant à bâtir des chaînes de valeur compétitives pour le bois, en s'appuyant sur les zones économiques spéciales et la ZLECAf pour créer de la valeur industrielle là où, jusqu'ici, était exportée. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/eca-launches-regional-drive-to-turn-central-africa%27s-forest-wealth-into-industrial-value

- Renforcement de la ZLECAf en Afrique centrale. Malgré les engagements pris à l'échelle du continent, seul le Cameroun a activement tiré parti des conditions préférentielles de la ZLECAf via l'Initiative de commerce guidé. Un séminaire de quatre jours, organisé par la CEA, à Yaoundé, a rassemblé huit pays d'Afrique centrale pour combler ce retard, en s'attaquant à ce que le Directeur Jean-Luc Mastaki a qualifié de « chaîne de mise en œuvre qui reste incomplète ». En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/afcfta-eca-strengthens-national-implementing-committees-to-expand-central-africa%E2%80%99s

- Cadre de gouvernance des données en Afrique centrale. La CEA, la CEEAC, l'AUDA-NEPAD et l'UE ont clôturé à Douala, des consultations régionales visant à élaborer un cadre de gouvernance des données pour l'Afrique centrale. Ces consultations avaient pour objectif d'harmoniser les approches nationales et de permettre des flux de données transfrontaliers sécurisés. « Les données doivent devenir un facteur d'intégration, et non une nouvelle frontière », a déclaré Christelle Onana, de l'AUDA-NEPAD. Ce cadre a été élaboré avec les États membres, et non pour eux. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/eca-and-partners-advance-eccas-regional-data-governance-framework

- Le Gabon révise sa stratégie de la ZLECAf. Près de 60 parties prenantes issues du gouvernement, du secteur privé, des universités et de la société civile se sont réunies à Libreville pour valider la stratégie nationale actualisée de mise en œuvre de la ZLECAf au Gabon. Il s'agit d'un plan visant à tirer parti d'un marché continental de plus d'un milliard de consommateurs pour favoriser la diversification économique, la création de valeur locale et la création d'emplois. « Le succès dépend de l'alignement des réformes commerciales sur les politiques industrielles et les infrastructures soutenant le secteur privé », a déclaré Adama Ekberg Coulibaly, de la CEA. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/eca-supports-the-revision-of-gabon%27s-national-strategy-to-better-harness-the-opportunities

BSR Afrique de l'Ouest

- Dividende démographique au Togo. Un atelier technique de haut niveau a réuni près de 100 experts issus des ministères sectoriels du Togo afin d'intégrer, dans le budget national de 2027, des dépenses tenant compte du Dividende démographique, transformant ainsi les données démographiques en un outil de planification budgétaire. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/togo-eca-and-unfpa-provide-high-level-technical-support-to-strengthen-the-integration-of

- Plateforme numérique de suivi du Dividende démographique en Afrique. La CEA et le FNUAP ont lancé, à Abidjan, une plateforme numérique de suivi destinée à aider huit pays pilotes d'Afrique de l'Ouest à suivre la mise en œuvre de la Feuille de route de l'Union africaine sur le Dividende démographique, dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi et de la gouvernance. Alors que près de 60 % de la population africaine a moins de 25 ans, le principe de la plateforme est simple : « Mieux mesurer pour mieux comprendre ; mieux comprendre pour prendre de meilleures décisions ». En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/in-abidjan%2C-eca-and-unfpa-take-a-major-step-towards-better-monitoring-of-the-demographic

- Renforcement de l'administration fiscale au Niger. Avec un ratio recettes fiscales/PIB de seulement 8,05 % - contre une référence de 15 % pour les pays en développement et un objectif de 20 % au sein de l'UEMOA - le défi fiscal du Niger est d'ordre structurel. La CEA a lancé un programme de formation technique pour plus de 30 agents de la Direction générale des impôts, axé sur les prix de transfert, afin de renforcer les capacités du pays en matière de mobilisation des recettes intérieures. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/eca-provides-high-level-technical-support-to-niger-to-strengthen-tax-administration-and

- Dynamisation de la chaîne de valeur du riz en Afrique de l'Ouest. La CEA a réuni plus de 150 PME, transformateurs, acheteurs et bailleurs de fonds de toute la CEDEAO afin de nouer des liens commerciaux concrets dans le secteur du riz en Afrique de l'Ouest, s'inscrivant ainsi dans une démarche

Continued on pag ...14

La santé, moteur de la croissance...

Continued from page 7

comme des cadres parallèles, mais comme un mandat unique et cohérent en faveur de systèmes de santé autofinancés. En savoir plus ici : https://www.uneca.org/stories/eca-convenes-high-level-advisory-group-to-advance-africa%27s-shift-from-aid-dependent-to

Un atelier de cinq jours, consacré à la Matrice de comptabilité sociale (MCS) au siège de la CEA a permis d'approfondir les fondements analytiques de l'Initiative, en réunissant des délégués du Botswana, de l'Éthiopie, de la Sierra Leone et du Togo, aux côtés de l'OMS et d'Afristat. Les travaux ont porté sur un problème fondamental : les données sur le financement de la santé sont dispersées entre les comptes nationaux, les enquêtes auprès des ménages, les comptes de la santé et les statistiques du travail ; elles apparaissent de manière fragmentée et restent invisibles en tant que système. Le cadre de la MCS intègre ces sources dans une architecture statistique unique et cohérente, rendant ainsi la contribution de la santé à la production, à l'emploi et au bien-être des ménages intelligible pour les acteurs clés d'un financement durable : les ministres des finances. En savoir plus ici : https://www.uneca.org/stories/invest-in-health-eca-trains-four-countries-to-make-the-economic-case-for-health-spending

« Les ministres des finances ne peuvent pas financer des oléoducs. Ils ont besoin de projets ».

Lors de la soixante-seizième session du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique (RC76), qui s'est tenue du 25 au 28 août au Musée Adwa d'Addis-Abeba sur le thème « Des racines et des ailes : quand le patrimoine rencontre la santé numérique », le Chef de cabinet de la CEA, Aboubakri Diaw, s'est adressé aux ministres de la santé de 47 États membres au nom du Secrétaire exécutif. Il a présenté avec précision la réalité du financement de la santé sur le continent indiquant que le service de la dette absorbe désormais une part plus importante des dépenses publiques que la santé dans les pays à faible revenu (valeur médiane) ; l'aide extérieure en matière de santé a diminué de près de 30 % ; les dépenses de santé à la charge des patients, qui représentent 35 % des dépenses régionales de santé (un seuil bien supérieur à la norme de 20 % fixée par l'OMS), plongent chaque année 150 millions d'Africains dans la pauvreté.

Selon lui, la solution est structurelle et non progressive. Les ministères de la santé doivent cesser de présenter de simples demandes budgétaires et commencer à proposer de véritables dossiers d'investissement, chiffrés et liés à la productivité, à la croissance ainsi qu'aux retombées budgétaires. Les gouvernements doivent remplacer les plans de financement fragmentés par des pactes de financement de la santé portés au niveau national, réunissant les secteurs de la santé, des finances, de la planification, des recettes publiques et de la gestion de la dette, ainsi que le secteur privé, autour d'une proposition unique et crédible. Enfin, la santé numérique doit passer du stade de projet à celui de révolution : lorsque chaque dollar des États-Unis est traçable, du budget national jusqu'au patient en passant par l'établissement de soins, la responsabilité devient le levier qui génère une marge de manœuvre budgétaire.

« L'Afrique ne souffre pas d'un manque de réformes, mais d'un manque de réformes dotées d'un financement pérenne. Une réforme sans ligne budgétaire ne constitue pas une politique ». Lire son discours complet ici et en savoir plus ici : Le financement de la santé, la prochaine frontière économique de l'Afrique | La CEA appelle à un nouveau pacte budgétaire

Quatre-vingt-unième session de l'Assemblée générale...

Continued from page 5

débattre des moyens de débloquer des investissements à la hauteur des besoins de l'Afrique. Le lendemain, le Secrétaire exécutif a pris part à la table ronde sur l'investissement dans les minéraux critiques en Afrique, organisée par le Milken Institute ; il y a exhorté les investisseurs et les chefs d'entreprise à dépasser le stade des déclarations qui durent depuis des décennies sur le potentiel des ressources africaines, pour bâtir de véritables industries autour de celles-ci. « Pendant des décennies, nous avons évoqué la richesse des ressources de l'Afrique et leur potentiel », a-t-il déclaré. « Il nous faut aller plus loin et bâtir des industries autour de ces ressources, en assurant leur transformation sur le continent et en s'appuyant sur des infrastructures énergétiques, ferroviaires, routières et portuaires propices aux chaînes de valeur régionales ». Lors d'une session organisée par Africa Finance, il a souligné que la libre circulation des marchandises, l'investissement dans les infrastructures et l'engagement des pouvoirs publics étaient indispensables pour mobiliser les capitaux nationaux au service de l'industrialisation de l'Afrique.

Sur le plan politique, le Secrétaire exécutif s'est entretenu avec la Présidente de la Namibie, Netumbo Nandi-Ndaitwah, la Vice-Présidente de la Commission de l'Union africaine Selma Malika Haddadi, le Président du Kenya, William Ruto, le Président du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye et la Vice-Présidente de l'Ouganda, Jessica Alupo, afin de discuter des mesures à prendre pour accélérer la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir. Son message s'inscrivait dans la continuité de la position défendue par la CEA dans toutes les instances ce trimestre : les engagements du Pacte doivent être articulés avec l'Agenda 2063 et les priorités nationales de développement, financés par des programmes s'attaquant aux obstacles structurels tels que la dette, le coût élevé du capital et la sous-représentation de l'Afrique au sein des institutions mondiales et évalués en fonction des résultats plutôt que des déclarations. Lors du lancement de l'Initiative « accélérer les réseaux électriques mondiaux » en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, il a souligné que les pools énergétiques régionaux constituent l'un des outils les plus concrets dont dispose le continent pour libérer son potentiel énergétique : ils permettent aux pays d'échanger leurs surplus d'électricité, de réduire les coûts et d'élargir l'accès à une énergie fiable, autant d'éléments cruciaux pour l'industrialisation dans le cadre de la ZLECAf. La semaine s'est achevée par un échange virtuel avec des étudiants de l'École de commerce de Columbia portant sur les opportunités et les réalités de l'activité économique en Afrique, le potentiel transformateur de la ZLECAf et la nécessité de placer la jeunesse au cœur de la transformation économique du continent.

En savoir plus : Allocution du Secrétaire général à l'ouverture du débat général de la 81ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Forum politique de haut niveau 2026 (7-15 juillet 2026, New York)














Deputy Secr


MR. CLAVER GATETE
EXECUTIVE SECRETARY OF THE ECA






ILO


ASSEMBLY HALL
2026 Africa Sustainable Development Report
Rapport 2026 sur le développement durable en Afrique
2026 Africa Sustainable Development Report
2026 Africa Sustainable Development Report



Faire progresser l'agenda de l'Afrique...

Continued from page 2

mondiales. Une Afrique unie le peut ». Lors de la réunion du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur le commerce, l'industrie et les minéraux, il a précisé sa pensée : l'Afrique ne peut s'industrialiser en s'appuyant uniquement sur des financements extérieurs ; la mobilisation des ressources intérieures doit être le moteur de la transformation structurelle du continent. En savoir plus ici : https://www.uneca.org/stories/aligning-finance-with-production-critical-for-africa%E2%80%99s-structural-transformation

Lors de la quarante-neuvième session du Conseil exécutif de l'Union africaine, il a appelé à intégrer la sécurité hydrique, l'industrialisation, l'action climatique, le financement et l'intégration régionale dans un programme de développement unique tout en soulignant qu'aucun pays ne peut compter indéfiniment sur des financements extérieurs pour transformer son économie.

Lors du Forum sur les systèmes alimentaires en Afrique, le Secrétaire exécutif a insisté sur la nécessité de passer des aspirations à l'action : investir dans les infrastructures, soutenir les exploitants agricoles, accroître les financements, favoriser la création de valeur ajoutée et établir une redevabilité transparente claire quant aux résultats. Lors du Forum africain sur les systèmes d'alerte précoce à Addis-Abeba, il s'est joint au Chef du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), Kamal Kishore, ainsi qu'à d'autres dirigeants, pour souligner que les systèmes d'alerte précoce apportent une réelle valeur ajoutée lorsqu'ils aident les agriculteurs à protéger leurs récoltes, les entreprises à sécuriser leurs chaînes d'approvisionnement et les gouvernements à protéger les infrastructures avant qu'une catastrophe ne survienne tout en privilégiant les populations et les communautés. Enfin, lors du premier Forum sur le changement de mentalité en Afrique (Africa Mindset Reset Forum) à Kigali, qui a rassemblé plus de 2 500 participants, son message est allé droit au cœur du thème de la session : « Ce qui manque dans tout cela, c'est la mise en œuvre. L'accent doit désormais être mis sur la concrétisation et l'exécution ».

Une stratégie à long terme...

Continued from page 8

socle aux positions communes du continent sur la création d'emplois, la mobilisation des ressources intérieures, l'innovation et le financement de la lutte contre le changement climatique à l'horizon 2027.

Lors de la formation de l'ONU de 2026 sur les compétences de la vie courante pour les adolescents, organisée à Addis-Abeba sur le thème « Maîtrisez votre trajectoire, renforcez vos capacités », la Secrétaire exécutive adjointe Mme Keita a prononcé le discours d'ouverture devant des jeunes âgés de 13 à 18 ans, en présence de partenaires tels que la Mission de la Chine auprès de l'Union africaine, le FNUAP, l'ONUSIDA et le Bureau du Coordinateur résident et Coordinateur de l'action humanitaire. Elle a invité les participants à concevoir la résilience non pas comme l'absence de difficultés, mais comme la capacité à réagir, à s'adapter et à aller de l'avant.

« La résilience ne signifie pas que nous ne rencontrerons jamais de difficultés. Elle consiste à développer la capacité de réagir, d'apprendre de l'expérience, de s'adapter et d'aller de l'avant ».

Il faut agir vite et fort...

Continued from page 2

> *Concernant la pauvreté et l'emploi des jeunes, le Secrétaire exécutif est intervenu lors d'une manifestation parallèle consacrée à la transformation du travail informel en moyens de subsistance durables*

au renforcement des institutions, à la mobilisation des financements, à l'accélération de l'intégration régionale via la ZLECAf et à l'intégration de la résilience climatique au cœur de la planification du développement.

Concernant la pauvreté et l'emploi des jeunes, le Secrétaire exécutif est intervenu lors d'une manifestation parallèle consacrée à la transformation du travail informel en moyens de subsistance durables ; il a souligné la nécessité d'harmoniser les systèmes éducatifs, les qualifications professionnelles et la certification des compétences à travers le continent afin de favoriser la mobilité de la main-d'œuvre et d'offrir des opportunités économiques aux jeunes Africains. Lors d'une autre session dédiée aux partenariats pour la réduction de la pauvreté, il a rappelé qu'environ 600 millions d'Africains vivent dans une situation de pauvreté multidimensionnelle, les pays les moins avancés (PMA) étant les plus durement touchés. Il a appelé à une action internationale coordonnée pour combler le déficit de financement et donner la priorité à la création d'emplois ainsi qu'à la protection sociale. « Le progrès est possible », a-t-il noté, citant le Rwanda, le Libéria et la Sierra Leone comme exemples de pays ayant réussi à réduire la pauvreté de manière mesurable. En sa qualité de coordinateur des commissions régionales de l'ONU, le Secrétaire exécutif a également réuni ses homologues pour faire avancer les initiatives de « réinitialisation régionale » (Regional Reset) et de « configuration par pays » (Country Configuration), renforçant ainsi la valeur unique qu'apportent les commissions régionales à la mise en œuvre des ODD.

En savoir plus sur le HLPF : Déclaration au Forum politique de haut niveau 2026 | Lancement du Rapport 2026 sur le développement durable en Afrique | Transformer le travail informel en moyens de subsistance durables | Faire progresser la connectivité énergétique et numérique | Rapport 2026 sur le développement durable en Afrique définit des priorités pour accélérer les progrès | Tirer parti des partenariats pour une réduction accélérée de la pauvreté

Au-delà des exportations de matières premières ...

Continued from page 4



> *Le continent exporte des produits agricoles de base, alors que d'autres transforment, conditionnent et commercialisent des produits alimentaires à plus forte valeur ajoutée.*

met l'accent sur des politiques minières conformes aux critères ESG, sur l'amélioration du suivi environnemental et sur l'intégration des artisans miniers et des exploitants à petite échelle dans les retombées d'une extraction responsable. Comme l'a souligné le Secrétaire exécutif de la SADC, Elias Magosi, la voie à suivre nécessite « d'investir dans les infrastructures et les compétences, de transformer les chaînes de valeur agricoles et de valoriser sur place les minéraux critiques pour la transition énergétique ». Le message de la CEA était cohérent : si la région associe ses richesses en minéraux critiques aux marchés énergétiques régionaux, à la production d'engrais, à des corridors de transport modernes et à des chaînes de valeur agricoles compétitives, elle peut devenir non pas un simple fournisseur de matières premières, mais un pôle de production industrielle.

En savoir plus : La CEA appelle la SADC à transformer ses richesses minières et agricoles en prospérité industrielle | Déclaration lors du 46ème Sommet ordinaire de la SADC | Opinion : les minéraux critiques de la SADC peuvent propulser la transformation structurelle de l'Afrique | Comment une exploitation minière responsable soutiendra l'industrialisation de la SADC

Changement climatique et développement ...

Continued from page 5

les recettes publiques n'atteignent que 15 % du PIB (contre 24,3 % pour l'ensemble des économies en développement) et le taux d'accès à l'électricité en milieu rural plafonne à 25 %. Il a appelé à accroître les investissements dans les capacités productives, à renforcer l'intégration régionale via la ZLECAf et à rendre le financement international du développement plus abordable et plus prévisible, insistant sur le fait qu'une sortie durable de la catégorie des PMA nécessite des économies capables « de produire et transformer davantage, de se diversifier vers des activités à plus forte valeur ajoutée et de créer des emplois décents ». Les ministres se sont engagés à traduire les engagements d'Addis-Abeba en progrès concrets avant l'examen mondial à mi-parcours prévu à Doha en mars 2027.

Lire la déclaration ici : Déclaration liminaire lors de l'examen ministériel du Programme d'action de Doha | Remarques finales lors de l'examen ministériel du Programme d'action de Doha

Toujours en marge de l'évènement, la CEA a coorganisé une séance d'information avec la présidence arménienne de la COP17 au sujet de la prochaine Conférence des Nations Unies sur la biodiversité, qui se tiendra à Erevan. Le Secrétaire exécutif a souligné que la biodiversité ne pouvait être considérée comme une question purement environnementale. Pour l'Afrique, elle est indissociable du développement économique. Le continent abrite plus d'un quart de la biodiversité mondiale, mais perd environ 195 milliards de dollars des États-Unis de capital naturel chaque année en raison de pratiques non durables. L'approche de la CEA, a-t-il expliqué, repose sur l'intégration de la nature dans la prise de décision économique grâce à la comptabilité du capital naturel, l'inclusion de la biodiversité dans la planification nationale du développement et la mobilisation de nouveaux financements, notamment via les marchés de crédits relatifs à la biodiversité.

En savoir plus : Déclaration liminaire de la CCDA-14 | Les dirigeants africains ouvrent la CCDA-14 | Les parties prenantes clôturent la CCDA-14 en appelant à un financement climatique | Déclaration lors de la réunion d'information sur la Conférence des Nations Unies sur la diversité de 2026

POINTS SAILLANTS DES PRINCIPALES ACTIVITÉS DE LA CEA

soutenue visant à réduire la dépendance de la région aux importations alimentaires. Ces sessions ont été expressément conçues pour déboucher sur des résultats concrets plutôt que sur de simples déclarations : « de nouveaux liens commerciaux entre les organisations de soutien aux entreprises, les PME, les acheteurs, les transformateurs et les prestataires de services financiers », a déclaré Amadou Diouf, de la CEA. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/eca-convenes-west-african-businesses-to-unlock-rice-value-chains-and-strengthen-regional

BSR Afrique de l'Est

- L'Afrique de l'Est en tête du continent. La CEA a publié son rapport 2026 sur la situation macroéconomique et sociale de l'Afrique de l'Est, prévoyant une croissance régionale de 5,8 %, contre 4,0 % pour l'ensemble de l'Afrique et 1,6 % pour les économies développées. Le Rwanda (10 %), l'Ouganda (5,8 %), la Tanzanie (5,7 %) et le Kenya (5,3 %) mènent la marche, bien que le poids de la dette et les perspectives incertaines concernant les ODD assombrissent l'horizon. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/eca-launches-2026-eastern-africa-macroeconomic-and-social-overview-report%2C-highlighting

- Séance d'information à l'intention des ambassadeurs africains. Lors d'une réunion de haut niveau à Kigali, la CEA a présenté les perspectives économiques de l'Afrique de l'Est aux ambassadeurs et aux responsables des finances africains. Le chiffre clé, une croissance projetée de 5,8 %, a été nuancé par un avertissement plus sévère : « La croissance à elle seule ne suffit pas », a déclaré le Directeur Andrew Mold, soulignant la faiblesse de la création d'emplois, l'alourdissement du service de la dette et la dépendance excessive aux exportations de matières premières. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/african-ambassadors-briefed-on-eastern-africa%27s-economic-outlook-amid-strong-growth-and

- Rendre la ZLECAf inclusive en Afrique de l'Est. Un atelier d'experts organisé à Kigali a mis en lumière une donnée souvent ignorée : les femmes représentent 70 à 80 % des commerçants transfrontaliers du secteur informel en Afrique de l'Est, mais seules 31 % d'entre elles utilisent Internet, contre 40 % des hommes. « Traduire les engagements de la ZLECAf en avantages concrets pour les femmes, les jeunes et les petites entreprises nécessitera une action soutenue aux niveaux national et régional », a déclaré le Directeur du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique centrale, Andrew Mold. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/experts-call-for-accelerated-action-to-make-afcfta-trade-and-investment-more-inclusive-in

IDEP

- Sénégal : La protection sociale comme stratégie économique. Soixante hauts responsables sénégalais ont suivi une formation de deux semaines, dispensée par l'IDEP et visant à repenser la protection sociale non pas comme une simple dépense destinée à gérer la vulnérabilité, mais comme un investissement dans le capital humain. Alors que 75 % de la population sénégalaise a moins de 35 ans et que moins d'un travailleur sur dix bénéficie d'une couverture sociale, les enjeux de ce changement de perspective sont d'ordre générationnel. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/sixty-senegalese-leaders-armed-with-skills-to-turn-social-protection-into-growth-engine

- CEA et DHL : Placer les MPME sur la carte continentale. La CEA et DHL Express Afrique subsaharienne ont signé un Protocole d'accord pour aider les petites entreprises africaines à tirer parti de la ZLECAf, grâce à des formations conjointes sur les douanes, la logistique, le commerce électronique et l'accès aux marchés, en mettant l'accent sur les entreprises dirigées par des femmes et des jeunes. Le programme « GoTrade » de DHL a déjà soutenu plus de 8 000 PME en Afrique subsaharienne ; selon les projections de la CEA, la mise en œuvre intégrale de la ZLECAf pourrait accroître le commerce intra-africain de 45 % d'ici 2045. En savoir plus : https://www.uneca.org/stories/eca-and-dhl-partner-to-advance-msmes-participation-in-intra-african-trade

GÉNÉRATION DES CONNAISSANCES

- Ce trimestre, les résultats analytiques de la CEA ont approfondi la base de données factuelles sur trois des défis structurels les plus urgents de l'Afrique, à savoir le financement souverain, la politique de taux de change et les questions de genre relatives à la transition énergétique.

- Examen des notations de crédit souverain en Afrique : Perspectives à mi-année 2026 (13ème édition). Cette édition analyse les décisions relatives aux notations de crédit souverain à long terme en devises étrangères à travers l'Afrique au cours du premier semestre 2026. Elle compare les méthodologies de Moody's, Fitch et S&P selon les régions et formule des recommandations concrètes, tant aux agences de notation qu'aux gouvernements africains, sur la manière d'améliorer ces notations afin qu'elles reflètent mieux les réalités du continent. En savoir plus : https://repository.uneca.org/entities/publication/0249499e-472a-4e55-824f-6a0e66569b14

- Fluctuations des taux de change et balance commerciale extérieure en Afrique. S'appuyant sur vingt années de données trimestrielles couvrant les 54 pays africains, cette étude révèle que la dépréciation monétaire ne génère que des gains d'exportation modestes et différés, et que des contraintes structurelles, notamment dans la zone franc CFA et dans les économies peu dépendantes des ressources naturelles, limitent l'efficacité de la politique de change. Conclusion : la résilience commerciale nécessite une industrialisation, une facilitation des échanges et des investissements dans les infrastructures, et non de simples ajustements monétaires. En savoir plus : https://repository.uneca.org/entities/publication/e90d75f6-4b97-4a77-b0a7-5a7253832ce1

- Prendre en compte le genre dans la transition vers une énergie propre en Afrique : favoriser la participation des femmes. L'énergie propre n'est pas neutre sur le plan du genre, comme le démontre précisément ce rapport. Les femmes subissent de manière disproportionnée les conséquences de la précarité énergétique, qu'il s'agisse de risques sanitaires, de manque de temps ou d'opportunités économiques limitées. Une transition énergétique sensible au genre ne constitue pas un simple volet social ajouté au programme africain d'énergie propre ; c'est une condition préalable pour rendre cette transition inclusive, durable et équitable. En savoir plus : https://repository.uneca.org/entities/publication/56adc3e1-7e6d-4101-9226-623d2d711195

- Retrouvez d'autres publications sur le lien : uneca.org/publications et dans le Recueil institutionnel de la CEA à l'adresse uneca.org/knowledge-services-section/institutional-repository

Opinions et Blogs

[Blog] Investir dans la santé en Afrique : dégager une marge de manœuvre budgétaire pour la transformation économique

- Alors que les gouvernements ne couvrent que 33 % des dépenses de santé et que les ménages en assument 40 %, le modèle de financement est à la fois insuffisant et inéquitable ; par ailleurs, l'écart des dépenses de santé par habitant entre les pays africains s'est creusé de près de 120 dollars des États-Unis en moins d'une décennie. La santé n'est pas une charge sociale ; elle est le fondement d'une croissance tirée par la productivité. Nadia Ouédraogo, Aboubakri Diaw, Stephen Karingi. En savoir plus :

[Blog] Adoption de la loi GENIUS aux États-Unis : quel impact pour l'Afrique ?

- La nouvelle législation américaine sur les « stablecoins » risque d'accélérer la dollarisation des économies africaines, précisément au moment où l'Afrique bâtit sa propre architecture de finance numérique. Avec un volume de transactions « on-chain » dépassant les 205 milliards de dollars des États-Unis en Afrique subsaharienne entre 2024 et 2025, la réponse du continent doit être stratégique : mise en place de cadres réglementaires régionaux et développement d'actifs numériques locaux préservant la souveraineté monétaire. Stephen Z. Chundama. En savoir plus :

[Blog] Le défi de l'emploi en Afrique : passer du dialogue à l'action

- Chaque année, entre 12 et 15 millions de jeunes Africains arrivent sur le marché du travail, alors qu'environ 3 millions d'emplois formels sont créés. L'Afrique ne manque pas d'idées, mais du lien entre ces idées et leur concrétisation. L'« Horloge de mise en œuvre » du Forum africain de l'impact des politiques publiques sur le développement vise précisément à combler ce fossé. Veronica Masubo. En savoir plus :

[Blog] Les minéraux critiques de la SADC peuvent propulser la transformation structurelle de l'Afrique

- Alors que la demande en minéraux critiques devrait plus que tripler d'ici 2030 dans les scénarios de neutralité carbone, l'Afrique doit saisir l'occasion dès maintenant pour développer ses capacités de transformation à valeur ajoutée et de fabrication ; faute de quoi, elle risque de reproduire le schéma classique d'une richesse en ressources naturelles sans transformation industrielle. Claver Gatete, Secrétaire exécutif, CEA. En savoir plus :

[Blog] L'économie africaine est en croissance... tout dépend du tableau que vous consultez

- Sur 1 619 comparaisons du PIB en monnaie locale portant sur 54 pays africains entre 2010 et 2024, plus d'un tiers présentaient un écart d'au moins 3 % - atteignant même 66,7 % pour le Soudan du Sud. « Le continent connaît sa propre valeur. L'enjeu est de montrer quel relevé nous consultons et pourquoi ». Lerato Martha Makana, Maria Dombaxi. En savoir plus :

[Blog] L'ère de l'informatique quantique approche : l'Afrique est-elle prête ?

- Les investissements publics dans les technologies quantiques ont atteint 65,9 milliards de dollars des États-Unis à l'échelle mondiale, auxquels s'ajoutent 10 milliards de dollars des États-Unis de capital-risque rien qu'en 2025. La réponse stratégique de l'Afrique ne doit pas consister à rivaliser sur le plan du matériel, mais plutôt à sensibiliser, à développer les compétences et à agir de toute urgence en matière de cybersécurité post-quantique avant qu'il ne soit trop tard. Stephen Z. Chundama, Aminata Dembele. En savoir plus :

[Blog] Les jeunes Soudanais réclament un rôle accru dans le relèvement et la consolidation de la paix

- Pour la jeunesse soudanaise, les opportunités économiques et l'inclusion politique ne sont pas deux agendas distincts, mais un seul et même enjeu. « La paix ne peut être instaurée sans une participation significative des jeunes ». Zuzana Schwidrowski. En savoir plus :

[Blog invité] Les Seychelles lancent le projet RESIslands : réaffirmer leur leadership en matière de résilience climatique

- Initiative du Fonds vert pour le climat, dotée de 4,95 millions de dollars des États-Unis, le projet RESIslands dote les États insulaires africains des outils institutionnels et financiers nécessaires pour gérer une réalité quotidienne déjà bien présente. « Pour nous, le changement climatique n'est pas un débat politique lointain », a déclaré la Ministre Marie-May Jeremie. « C'est notre réalité au quotidien ». Sanika Santhosh, Rebecca Julienne, Shana Pareemamun. En savoir plus :

[Blog invité] Maternité, pauvreté et défaillance du système de santé

- L'Afrique ne finance que 41 % de ses propres budgets de santé ; ce déficit pèse le plus lourdement sur les femmes enceintes et allaitantes vivant dans la pauvreté, qui doivent assumer les coûts d'un système incapable de les soutenir. Un appel au changement structurel, raconté à travers le vécu de celles que le système a laissées pour compte. Tabitha Wanja. En savoir plus :

Find more publications at uneca.org/publications and the ECA Institutional Repository at http://repository.uneca.org/

PERSPECTIVES — ÉVÈNEMENTS CLÉS DU QUATRIÈME TRIMESTRE 2026

Lancement officiel de l'Agence africaine de notation du crédit (AfCRA) | 7 octobre 2026 | Port-Louis, Maurice. Une initiative de l'Union africaine voit officiellement le jour : une agence chargée d'évaluer les entités souveraines, infranationales et les entreprises sur l'ensemble du continent, apportant une expertise africaine et une compréhension du contexte local aux évaluations de crédit, un domaine longtemps dominé par trois agences internationales. L'Afrique n'est plus seulement l'objet d'évaluations de crédit ; elle commence à les produire elle-même. Découvrir l'évènement :

Dixième session de la Commission de la statistique pour l'Afrique | 19-23 octobre 2026 | Addis-Abeba. La plus haute instance décisionnelle africaine en matière de normes statistiques se réunit sur le thème : « Libérer la valeur des données en Afrique : faire des statistiques officielles un véritable reflet du continent ». Elle relève le défi de transformer des données abondantes mais fragmentées en informations intégrées, fiables et exploitables, capables de guider concrètement les décisions en matière de développement. Découvrir l'évènement :

Douzième session de l'UN-GGIM : Afrique | 19-23 octobre 2026 | Addis-Abeba. Le Comité régional Afrique de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale (UN-GGIM) tient sa douzième session sur le thème « Apporter une vision claire de l'Afrique : libérer l'intelligence spatiale de l'Afrique pour des données intégrées, fiables et exploitables ». L'objectif est de promouvoir des systèmes géospatiaux interopérables servant d'infrastructure à une gouvernance fondée sur des données probantes à travers le continent. Découvrir l'évènement :

Série de podcasts « Sustainable Africa » de la CEA : À travers les évènements phares de la CEA, nous donnons une dimension humaine aux thématiques que nous traitons, en échangeant avec les parties prenantes, les décideurs et les acteurs du changement qui œuvrent pour le développement durable. Découvrez la série sur la chaîne YouTube de la CEA.

CONTACT

UN Economic Commission for Africa Menelik II Ave., P.O. Box 3001, Addis Ababa, Ethiopia
Tel: +251-11-544-5000 | Fax: +251-11-551 4416

Facebook

LinkedIn

X (Twitter)

YouTube

https://www.uneca.org

Flickr